ECT 2 Colle Economie

1. Lexique : Les motifs de l’échange de monnaie, le taux de change
2. Réaliser une synthèse structurée des documents

**La Maison-Blanche veut-elle relancer la guerre des monnaies ?** Publié le 25/01/2018 à 06:52 | Le Point.fr

Alors que la BCE se réunit ce jeudi et devrait annoncer la poursuite de sa politique actuelle de soutien à l'économie, le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, a pris les marchés financiers par surprise. Il a fait plonger le billet vert avec une déclaration abrupte en faveur d'un dollar faible qui tranche drastiquement avec la traditionnelle doctrine américaine. Au Forum économique de Davos, en [Suisse](http://www.lepoint.fr/tags/suisse), M. Mnuchin a fait voler en éclats le discours en vigueur depuis plusieurs décennies qui assure qu' un dollar fort est dans l'intérêt des États-Unis.

Au contraire, M. Mnuchin a crûment laissé tomber mercredi qu'un « dollar plus faible » était « bon » pour le pays puisqu'il favorise « le commerce et les opportunités ». L'idée est qu'un dollar plus faible va rendre les exportations américaines plus compétitives, tandis qu'en renchérissant les prix à l'importation il va décourager celles-ci et donc réduire le déficit commercial de la première économie mondiale, un des objectifs du président Trump. Dans la foulée de cette déclaration coup de poing, le billet vert a perdu 1 %, faisant s'envoler l'euro au plus haut niveau depuis plus de trois ans. En prenant cette position, Steven Mnuchin semble brandir une arme supplémentaire dans la guerre commerciale menée par Washington qui veut promouvoir « l'Amérique d'abord ».

 « Cela fait un peu partie de la guerre commerciale », résume Joseph Gagnon, économiste au Peterson Institute for International Economics (PIIE), qui se félicite de cette déclaration. « J'étais content d'entendre ça. Un dollar fort a été très dommageable et cela dure depuis trop longtemps », estime cet économiste, affirmant que l'[Europe](http://www.lepoint.fr/tags/europe) et surtout l'Allemagne ont profité de cet écart des devises pour gonfler leur excédent commercial avec les [États-Unis](http://www.lepoint.fr/tags/etats-unis). Il reconnaît qu'avec des taux d'intérêt supérieurs à l'UE et un cycle économique plus avancé la monnaie américaine justifie d'être un peu plus forte que l'euro. « Mais, quand l'euro était tombé à 1,09 dollar, c'était bien trop faible. Je pense qu'à taux d'intérêt et cycle économique comparables l'euro devrait être à 1,50 », assure cet ancien économiste de la Fed.

Au vu de l'ampleur de la réaction mercredi sur le marché des changes - l'euro ayant passé le cap des 1,2415 mercredi à New York -, le secrétaire au Commerce Wilbur Ross, lui aussi à Davos, a voulu calmer le jeu. Il a assuré que son collègue du Trésor n'avait pas voulu agir sur le billet vert : « Il ne préconisait rien. Il disait simplement que ce n'est pas la plus grande préoccupation du monde pour nous en ce moment », a-t-il affirmé.

La Maison-Blanche, pour sa part, est restée évasive, soutenant entre les lignes la position de M. Mnuchin. « Nous avons un dollar stable qui reflète comment l'économie se porte », a déclaré la porte-parole de Donald Trump, Sarah Sanders, soulignant le rôle de devise de réserve du billet vert. « Nous croyons à une monnaie qui circule librement », a-t-elle ajouté.

Mais, pour d'autres observateurs, c'est une stratégie risquée pour l'administration que de faire baisser le billet vert par des commentaires. « Cela peut provoquer une course des devises vers le bas, car tout le monde veut avoir une monnaie plus compétitive que le dollar ou que son partenaire commercial », prévient Greg Daco, économiste en chef d'Oxford Economics aux États-Unis. « Si l'administration dit maintenant ouvertement qu'elle veut un dollar plus faible, cela ouvre la porte à une baisse artificielle des autres monnaies qui veulent rester en dessous du dollar », a-t-il expliqué.

Certains pays émergents, voire la Chine, pourraient ainsi laisser déprécier leur monnaie pour rester compétitifs commercialement. Il évoque même la zone euro qui, « optant pour la façon la moins dérangeante possible, pourrait choisir de retarder la remontée des taux d'intérêt », laquelle aurait pour effet de faire grimper l'euro encore davantage.

D'autres soulignent aussi que, si un dollar plus faible peut réduire le déficit commercial, il présente également le risque d'importer de l'inflation. Les prix à l'importation deviennent plus chers, accélérant l'inflation, ce qui peut en retour décourager les consommateurs et ralentir leurs dépenses, moteur de l'économie américaine. « Il faut garder cela à l'esprit quand on parle de dollar plus faible. Ce n'est pas nécessairement entièrement positif.

**Guerre des monnaies** MISE À JOUR LE 01 FÉVRIER 2018 **LA FINANCE POUR TOUS**

La guerre des monnaies désigne une situation dans laquelle les autorités de différents pays participant de façon significative aux échanges économiques internationaux, s’engagent dans des politiques de dévaluations compétitives.

Une dévaluation compétitive consiste pour un pays à abaisser le taux de change de sa monnaie au-delà de ce qui serait nécessaire pour tenir compte des données économiques de ce pays (croissance, productivité, inflation, etc.) pour favoriser la compétitivité du pays. Une dévaluation compétitive permet de doper les exportations. En effet, il est plus facile pour les étrangers d’acheter les produits du pays dont la monnaie est moins chère. Parallèlement, cela pénalise les importations car les produits étrangers deviennent plus chers pour les résidents du pays.

Les dévaluations compétitives peuvent être assimilées à des mesures protectionnistes. Quand un pays dévalue sa monnaie pour relancer sa compétitivité, cela peut être perçu par les autres pays comme déloyal. Ils sont alors tentés de dévaluer leur monnaie à leur tour. On parle de « guerre monétaire », « guerre des devises » ou de « guerre des changes », lorsque de telles politiques se répandent. La situation générale de l’économie mondiale tend alors à se dégrader, le commerce mondial est déséquilibré et cela peut entraîner une montée générale du protectionnisme. Mais surtout, pour dévaluer une devise, un pays doit injecter beaucoup de monnaie dans les circuits économiques, ce qui favorise l’inflation.

Un précédent célèbre de « guerre des monnaies » s’est déroulé pendant les années 1930, dans les suites de la crise de 1929. Au cours d’une crise économique de grande ampleur, la Grande-Bretagne, puissance économique majeure de l’époque, a suspendu dès 1931 la convertibilité or de la Livre Sterling et opéré une dévaluation de 40 % de sa monnaie. Elle a été suivie par une vingtaine d’autres pays. Les pays qui avaient préservé leur convertibilité à l’or se sont retrouvés pris dans un étau déflationniste. Ils se sont alors lancés dans des dévaluations compétitives pour défendre leurs économies.

Comme le soulignent les économistes Barry Eichengreen et Douglas Irwin dans leur rapport publié en 2010 (Comment éviter la guerre des monnaies ? Project syndicate), « la crainte aujourd’hui est qu’une guerre des devises, avec son lot de barrières tarifaires et de représailles, pourrait entraîner des perturbations dans le système international du commerce aussi sérieuses que celles des années 30 ». Et, selon ces économistes, « il y a de bonnes raisons de s’inquiéter car l’expérience des années 30 suggère que les conflits de taux de change peuvent être même plus dangereux que les dépressions sévères de par les pressions protectionnistes qu’elles entrainent ». Cependant, malgré des craintes récurrentes depuis la crise de 2008, il n’y a pas eu de nouvelle guerre des changes comparable à ce qui s’est produit dans les années 1930.

Il n’est pas aisé de déterminer si une monnaie est sur ou sous-évaluée par rapport au taux de change « normal » appelé taux de change d’équilibre. En effet, un taux de change d’équilibre ne peut être qu’estimé. La façon la plus simple de procéder est de comparer les prix des produits dans deux pays avec la méthode des parités de pouvoir d’achat. Par exemple, en se référant au seul prix du Big Mac (pour prendre un produit présent dans le monde entier), si un Big Mac coûte 2,9 € en zone euro et 3,2 $ aux Etats-Unis, alors le taux de change d’équilibre serait de 3,2/2,9 soit 1,1 $ = 1 €.

Le nœud du conflit se situe entre les États-Unis et la Chine, les premiers reprochant à la seconde de maintenir sa monnaie sous-évaluée. En retour les États-Unis sont soupçonnés de chercher à répondre par la dévaluation « involontaire » de leur monnaie. Toutefois, l’ensemble des États sont affectés par la « sous-évaluation » des monnaies des deux principaux acteurs économiques mondiaux.

Les critiques des Etats-Unis envers la sous-évaluation de la monnaie chinoise se sont accentuées avec l’élection de Donald Trump. Cependant, si la plupart des économistes s’accordent à dire que la Chine a par le passé volontairement déprécié la valeur de sa monnaie pour stimuler ses exportations, ces critiques sont moins pertinentes depuis l’appréciation du yuan à partir de 2015.